

[Transcript] Les actus du jour - Hugo Décrypte / Pourquoi les étudiants ont du mal à se loger, autonomie de la Corse, moins de bébés... Actus du jour

Cyberattacks are on the rise and small businesses are our prime target. Google Cybersecurity Workshop for small businesses gives business owners the digital skills needed to help protect against cyberattacks. Learn more at safety.google.com.

Près de un mois après la rentrée scolaire, des étudiants sont donc contraints de dormir dans des campings un peu partout en France pour étudier faute de logement disponibles dans les grandes villes.

Alors comment en est-on arrivé là que comptent faire le gouvernement, quelles sont les potentielles solutions ?

Salut c'est Hugo, j'espère que vous allez bien.

On est partis ensemble pour une nouvelle plongée d'inactualité en une dizaine de minutes et juste après ce sera donc les actualités en bref.

Exemprovence, Rennes, Biarritz, La Rochelle, Grenoble ou encore Angers, certains campings affichent complet alors qu'on arrive au mois d'octobre et les occupants ce ne sont pas que des vacanciers, vous l'aurez donc compris.

Il y a aussi des étudiants qui déboursent parfois entre 450 et 700 euros par mois pour un mobilôme en fonction de la ville.

Alors c'est environ 30% moins cher qu'un logement classique on va dire pour la même superficie, mais tout de même c'est un budget et surtout des conditions extrêmement particulières pour aller étudier.

Le problème c'est que ce qui devait rester une solution de logement temporaire risque de devenir une solution permanente, tellement il est difficile actuellement de trouver des appartements dans de nombreuses grandes villes.

D'ailleurs sans parler de camping il y a beaucoup d'étudiants qui se retrouvent dans des situations très précaires, ce qui peut avoir des conséquences sur leur santé mentale, sur la réussite de leurs études, bref,

qui se retrouvent dans des conditions extrêmement difficiles.

Mais alors comment expliquer cette difficulté à se loger ?

Bon le premier élément évident, donc on en parle très rapidement, mais c'est l'inflation donc la hausse générale des prix.

Forcément vu que tout coûte plus cher, le pouvoir d'achat des étudiants se retrouve réduit et les hausses de bourse récentes qui ont été annoncées ne contrebalance pas forcément l'inflation.

La deuxième raison qui est intéressante à comprendre c'est le manque de biens à louer, particulièrement en fait dans des grandes villes.

En effet, d'après un sondage qui a été réalisé par la Fédération nationale de l'immobilier, il y a eu une baisse de 34% du nombre de biens disponibles à la location cet été, par rapport à l'été 2022.

[Transcript] Les actus du jour - Hugo Décrypte / Pourquoi les étudiants ont du mal à se loger, autonomie de la Corse, moins de bébés... Actus du jour

Alors comment ça se fait qu'on manque de biens à louer dans des grandes villes ?

Eh bien en fait, selon plusieurs spécialistes, c'est parce que l'investissement locatif, donc investissement locatif c'est le fait d'acheter un appartement pour le louer ensuite à quelqu'un et essayer donc de le rentabiliser de cette façon et de moins en moins intéressant pour les propriétaires.

En effet, désormais et au fil des années, ils vont avoir de plus en plus d'obligations de rénovation énergétique.

En gros, ils doivent parfois payer très cher pour remettre leurs logements qui sont mal isolés aux normes et faire en sorte d'avoir des économies d'énergie qui sont indispensables évidemment pour faire face au changement climatique et à ces enjeux-là.

C'est donc des normes et des rénovations qui sont absolument essentielles mais qui forcément ont un coût.

Or, de plus en plus de propriétaires, plutôt que de faire ces travaux, décident soit de vendre leurs biens, soit de les mettre plutôt sur des plateformes comme Airbnb.

Et oui, en effet, non seulement louer sur une plateforme comme Airbnb à des touristes, ça peut rapporter beaucoup plus que de louer à des étudiants.

Mais en plus de ça, pour l'instant, les Airbnb et les locations de ce type plus généralement ne sont pas concernées par les obligations de rénovation énergétique.

Autrement dit, les propriétaires de plus en plus se détournent de locations typiquement pour des étudiants et se tournent davantage vers des locations sur Airbnb.

Par ailleurs, autre élément qu'on peut noter, il y a une augmentation du nombre d'étudiants sauf que le nombre de constructions de résidences universitaires n'a pas suivi cette hausse du nombre d'étudiants et donc tout le monde ne peut pas être logé.

Typiquement, les résidences du CRUS, qui sont mises en place par l'État, sont totalement saturées aujourd'hui.

Et du coup, beaucoup dénoncent un manque de moyens mis dans ces résidences universitaires autour des universités.

Alors, quels peuvent être les solutions ?

Un premier élément, vous l'aurez compris, donc, il y a une question de nombre de logements étudiants

[Transcript] Les actus du jour - Hugo Décrypte / Pourquoi les étudiants ont du mal à se loger, autonomie de la Corse, moins de bébés... Actus du jour

type résidence du CRUS avec les syndicats étudiants qui demandent davantage de moyens.

Par ailleurs, deuxième élément, selon les professionnels du secteur, il faut que l'État incite les propriétaires à acheter des appartements pour les louer plutôt que de les mettre sur des plateformes pour des touristes.

L'une des choses qui peut être faite, selon les spécialistes, c'est, typiquement, de soutenir financièrement les propriétaires qui décident de louer à des étudiants.

Ça peut prendre la forme d'aide ou autre.

Par ailleurs, certains politiques estiment que les logements sur Airbnb doivent être soumis aux mêmes règles que les logements qui sont loués de façon classique en matière de rénovation énergétique.

En tout cas, de son côté, le gouvernement a annoncé au mois de juin l'extension de la garantie visale.

Donc, en fait, la garantie visale, c'est lorsque l'État se porte gratuitement garant de certains locataires.

L'objectif, c'est d'offrir une garantie aux propriétaires.

Donc, en fait, l'État va dire un propriétaire.

Oui, effectivement, vous allez louer ce bien à un étudiant qui a peu de moyens, mais l'État est derrière six besoins.

Ici, il y a un problème dans le paiement des loyers.

L'objectif là-dessus, c'est de faire plus que doubler, en fait, le nombre de bénéficiaires de cette garantie.

Cela dit, donc, les syndicats étudiants estiment que ce n'est pas suffisant et qu'il faut au plus de moyens.

Je vous mets des liens en description pour en savoir plus.

Courage, en tout cas, à tous ceux qui sont concernés par ce problème-là et je sais que vous êtes nombreux.

Je vous laisse avec Léa pour les actualités en bref et je reviens juste après.

Merci Hugo et bonjour à tous.

On commence avec cet actu.

La République autoproclamée du Okaraba, ce territoire montagneux que se dispute l'Arménie et l'Azhar Baljant depuis des décennies, a annoncé qu'elle allait être dissoute le 1er janvier 2024.

Cette annonce intervient une semaine après l'offensive éclair menée par l'Azhar Baljant dans le Okaraba, qui est majoritairement peuplé d'Arméniens.

Alors, qu'est-ce que ça veut dire ?

Et bien que toutes les institutions et organisations gouvernementales du Okaraba vont être dissoutes,

[Transcript] Les actus du jour - Hugo Décrypte / Pourquoi les étudiants ont du mal à se loger, autonomie de la Corse, moins de bébés... Actus du jour

et donc que la République du Okaraba n'existera plus dès 2024.

Elle fera donc partie de l'Azhar Baljant.

Depuis l'offensive, ce sont plus de 65 000 réfugiés qui ont fui le Okaraba.

Et d'ailleurs, parmi eux, un ancien dirigeant du Okaraba,

Ruben Vardanian a été placé en détention provisoire par l'Azhar Baljant.

Il est accusé de plusieurs crimes, dont financement du terrorisme.

Deuxième actu assez majeur en France, Emmanuel Macron a déclaré souhaiter une autonomie pour la Corse lors d'un discours prononcé ce jeudi devant l'Assemblée de Corse à Ajaccio.

Alors, le président est actuellement en Corse pour une visite de deux jours,

et il a appelé à la reconnaissance des spécificités de la Corse

dans un article de la Constitution qui est la loi suprême du pays.

Il a donc donné six mois aux groupes politiques

et à l'Assemblée territoriale Corse pour trouver un accord

afin de modifier le statut de la Corse.

Emmanuel Macron a aussi déclaré vouloir que la langue Corse puisse être mieux enseignée et a évoqué la création d'un service public de l'enseignement en faveur du bilinguisme.

Troisième actu, la première ministre Élisabeth Borne a déclenché ce mercredi soir le 49-3 pour la douzième fois depuis sa prise de fonction en 2022.

Le 49-3, c'est un article de la Constitution qui permet au gouvernement de faire passer une loi sans le vote des députés de l'Assemblée.

Alors, dans ce cas précis, la première ministre l'a déclenché

pour faire adopter la loi de programmation des finances publiques 2023-2027.

Le but de cette loi, c'est de fixer les objectifs budgétaires du gouvernement pour les prochaines années.

Suite à ça, la NUP, donc l'Alliance de la gauche,

a déposé une motion de censure contre le gouvernement

qui sera examinée ce vendredi.

Ça signifie que si plus de la moitié des députés votent pour la motion de censure, alors la loi n'est pas adoptée et le gouvernement est renversé.

Quatrième actu, l'un des deux évadés de la prison de Fleury Mérogis,

a été interpellé à Pantin, en Ile-de-France, ce mercredi soir.

On vous en avait parlé, le 12 septembre,

deux détenus de la prison s'étaient évadés lors d'une sortie

dans la forêt de Fontainebleau.

Le détenu qui a été retrouvé était en train de vendre de la drogue à Pantin

et le deuxième évadé, condamné pour agression et exhibition sexuelle,

est toujours recherché.

Cinquième actu, neuf étudiants juifs sur dix,

ont été victimes d'au moins un acte antisémite au cours de leurs études selon une enquête de l'IFOP.

Dans la majorité des cas, ces actes antisémites sont des remarques

[Transcript] Les actus du jour - Hugo Décrypte / Pourquoi les étudiants ont du mal à se loger, autonomie de la Corse, moins de bébés... Actus du jour

qui véhiculent des stéréotypes sur les juifs ou alors des blagues sur les juifs ou la Shoah.

43% des interrogés disent avoir déjà reçu des attaques physiques ou verbales en lien avec Israël et 7% ont été victimes d'agressions physiques à caractère antisémite.

L'enquête explique également que les étudiants sondés estiment que les menaces antisémites venant de l'extrême gauche sont plus importantes que celles qui viennent de l'extrême droite. Sixième actu, et c'est une réaction au rapport sur le porno du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes dont on vous parlait hier. Deux chercheurs spécialistes des questions sur la pornographie ont signé une tribune dans Mediapart dans laquelle ils dénoncent une dérive autoritaire.

L'un des deux signataires a justement démissionné du Haut Conseil après, je cite, avoir été exclu des travaux de cette commission pour des raisons idéologiques.

En fait, selon eux, la commission a manqué d'objectivité en réalisant cette étude, alors qu'aucune actrice ou réalisatrice X n'a été auditionnée.

Ils expliquent également que la commission n'aurait lu et interrogé que des personnes qui estiment que la pornographie est un problème à éradiquer.

Seventh actu en Espagne, un collégien de 14 ans a poignardé 5 personnes, 3 professeurs et 2 élèves, ce jeudi matin dans une école près de Cadix, dans le sud de l'Espagne.

Selon des élèves témoins, l'adolescent était très en colère au fond de sa classe, puis a sorti de son sac des couteaux de cuisine et a commencé à viser tout le monde en disant, je vais te tuer.

Pour le moment, les motifs de son geste ne sont pas connus et il n'était pas connu pour des problèmes de comportement, mais il était apparemment souvent seul.

Concernant les victimes, une enseignante a été blessée à l'œil et va peut-être subir une opération,

et les 4 autres victimes ont été prises en charge par l'espoir.

Dernier actu, les naissances en France sont au plus bas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, selon l'INSEE.

Concrètement, en 2022, 726 000 enfants sont nés en France et c'est près de 21 % de moins qu'en 1971,

qui était le pic le plus haut depuis la fin de la guerre.

Cette baisse de natalité concerne toutes les régions de France et elle touche majoritairement les femmes de 25 à 34 ans.

Alors, parmi les raisons évoquées,

on retrouve l'entrée plus tardive des femmes dans la maternité,

